

La nécessité d'une diversification industrielle

Par : **LEBSAIRA Meriem**

Maitre de conférences (B) EHEC Alger

Résumé :

La diversification industrielle est une action à mener d'urgence aujourd'hui par les pouvoirs publics car la dépendance l'économie Algérienne vis-à-vis des hydrocarbures a été la cause de la dégradation de l'excédant de la balance des paiements ces dernières années, au point d'atteindre un solde commercial négatif au premier trimestre de 2015, soit -1,73 milliards de dollars. Cela est dû au prix du pétrole qui a accusé récemment une baisse très brutale.

Cet événement économique qui a déstabilisé la balance des paiements nous a poussé, à travers cet article, à réfléchir sur les conditions à réunir et à mettre en place en Algérie pour réussir une diversification industrielle, impérative à une croissance et un développement économique soutenue et durable. Ainsi pour atteindre notre objectif nous avons essayé dans un premier temps de décrire la structure de l'industrie algérienne et son évolution afin de savoir s'il y a eu des changements. Dans un second temps nous avons abordé les orientations de la nouvelle politique industrielle pour montrer l'implication des autorités publiques dans cette impérativité économique qui est « la diversification économique ».

Mots clés : Diversification industrielle, structure industrielle, promotion industrielle, entreprises publiques, PME.

الملخص باللغة العربية :

عاشت الجزائر هذه السنوات الأخيرة اضطرابات اقتصادية ناتجة عن انخفاض اسعار البترول. تمثلت هذه الاضطرابات في تدهور فائض ميزان المدفوعات تدريجيا الى ان سجل في الثلاثي الاول لسنة 2015 رصييدا تجاريا يقارب 1,37 مليار دولار. و بما ان الاقتصاد الجزائري يعتمد على النفط و الغاز, فمن الضروري ان تلجأ السلطات العمومية الى سياسة التنويع الإقتصادي و بالخصوص التنويع الصناعي. فهذا الحدث الاقتصادي الذي زعزع استقرار ميزان المدفوعات, دفعنا الى اعداد هذه المقالة بحثا من خلالها عن الشروط الواجب توفيرها لتحقيق التنويع الصناعي.

الكلمات الدالة: التنويع الصناعي, الهيكل الصناعي, الترويج الصناعي, المؤسسات العمومية, المؤسسات المتوسطة و الصغيرة.

Introduction

Le passage de notre modèle économique actuel, vers un nouveau modèle économique diversifié, est aujourd'hui une des priorités majeure qui s'impose aux pouvoirs publics pour réduire, particulièrement, notre dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, se prémunir de la vulnérabilité des chocs externes et construire progressivement une économie soutenable, fondée sur le savoir.

L'économie algérienne demeure cependant très vulnérable aux perturbations externes, tels que la chute des cours du pétrole. Il appartient désormais aux pouvoirs publics de sensibiliser tous les acteurs économiques à réfléchir à une politique de diversification économique, pour néanmoins sortir de la dépendance excessive aux hydrocarbures.

La diversification de l'économie et en particulier l'industrie constitue donc un moyen incontournable pour l'Algérie, pour exploiter tous le potentiel de croissance que peuvent générer différents secteurs créateurs de richesses et d'emplois. Elle est nécessaire pour une économie dynamique et compétitive tout en misant sur le développement des entreprises, l'innovation et le capital humain.

Le présent article fera don l'objet d'une étude analytique qui tentera de répondre à la problématique suivante :

Compte tenu des évolutions économiques actuelles, comment peut-on atteindre une diversification industrielle qui permettra de réaliser une croissance économique soutenue sur le long terme ?

Les thématiques abordées s'articuleront autour des points suivants, tentant de répondre à notre problématique de base.

État de la structure industrielle en Algérie ;

Les orientations de la Politique Industrielle en cours ;

Conditions requises pour la Promotion Industrielle.

1 . État de la structure de l'industrie en Algérie

La dégradation de l'excédant de la balance des paiements ces deux dernières années a mis l'état algérien dans l'urgence d'une diversification économique.

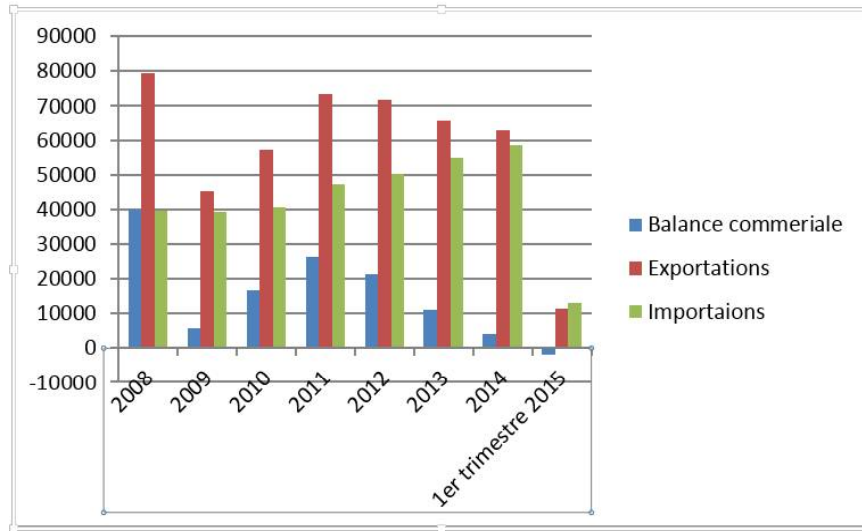
La balance commerciale a enregistré son solde le plus bas ces dernières années passant de 39,81 milliards de dollars en 2008 à 4,03 milliards de dollars en 2014. Ce solde a continué a baissé enregistrant au premier trimestre de 2015 un solde négatif de -1,73 milliards de dollars¹. Cela est du au ralentissement de la demande et à la baisse vertigineuse des cours du baril ces dernières années. Le prix du pétrole algérien est passé de 111,89 dollars le baril en 2012

1 <http://www.douane.gov.dz/> consulté le 09/05/2015 à 21 :02

La nécessité d'une diversification industrielle

à 58,18 dollars/baril en février 2015². Cela explique la forte dépendance de notre économie des hydrocarbures.

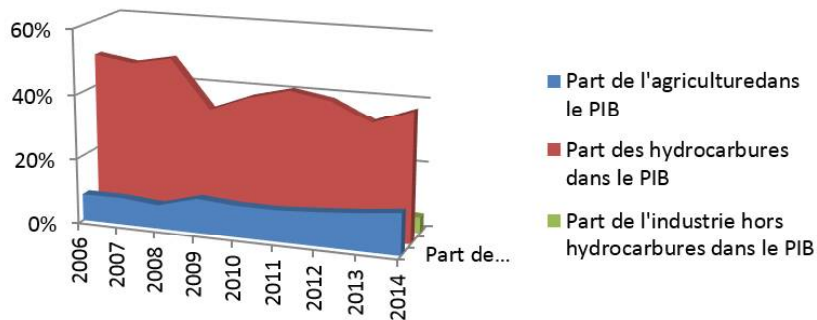
Figure n°1: Évolution de la balance commerciale, des exportations et des importations.



Source : <http://www.douane.gov.dz/>

Comme l'illustre la figure n° 2 il n'y a pas eu de changement dans la structure de l'industrie ces dernières années. Le secteur des hydrocarbures continue à occuper la plus grande part dans le PIB avec un taux de 43% en 2014 alors que l'industrie hors hydrocarbures et l'agriculture enregistre une timide part soit respectivement 5% et 12% en 2014.

Figure n° 2 : Évolution de la part des différents secteurs de production dans le PIB (2006-2014).



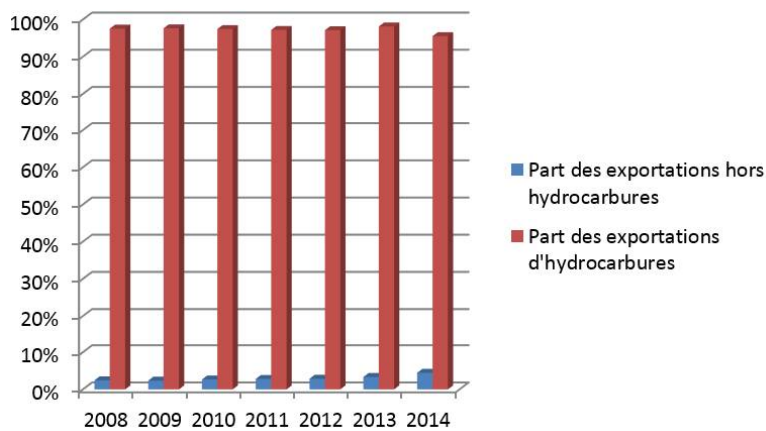
Source : <http://www.ons.dz>

² OPEP Bulletin. OPEC : 6th International seminar. « Petroleum : An engine for global development » 3-4 June 2015, Hofburg palace, Vienna, Austria.

La nécessité d'une diversification industrielle

Les hydrocarbures continuent donc à représenter l'essentiel des exportations Algériennes avec 94,51% du volume global passent de 5,16 milliards de dollars US en janvier 2014 à 4,53 milliards de dollars US en janvier 2015, soit une diminution de l'ordre de 12,23%. Tandis que les exportations hors hydrocarbures qui demeurent relativement marginales, avec seulement 5,49% du volume global des exportations, affichent une augmentation de 13,36% par rapport au mois de janvier 2014 en passant de 232 à 263 millions de dollars US.

Figure n° 2 : Évolution de la part des exportations des hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbures dans les exportations totales.



Source : CNIS (Centre National sur l'Information Statistique des douanes)

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les principaux «produits hors hydrocarbures» exportés, sont constitués essentiellement par le groupe «demi-produits» qui représente une part de 3,73% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,35 milliards de dollars US suivi des biens alimentaires avec une part de 0,51%, soit 323 millions de dollars US, puis des produits bruts avec une part de 0,18%, d'une valeur de 110 millions de dollars US, et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec la part identique de 0,02%.

La nécessité d'une diversification industrielle

Tableau n°1 : Évolution des exportations de l'Algérie par groupes d'utilisation (en millions de dollars US) 2005-2014.

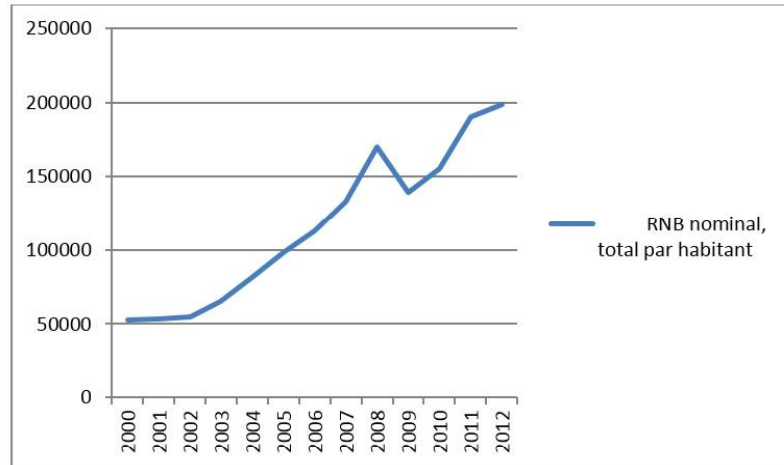
Designation	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	part(%)
Alimentation	67	73	88	119	113	315	355	315	402	323	0,51
Energie et Lubrifiants	45 094	53 429	58 831	77 361	44 128	55 527	71 427	69 804	62 960	60 146	95,54
Produits bruts	134	195	169	334	170	94	161	168	109	110	0,18
Demi-produits	656	828	993	1 384	692	1 056	1 496	1 527	1458	2 350	3,73
Biens d'équipements agricoles	-	1	1	1	-	1	-	1		2	0
Biens d'équipements industriels	36	44	46	67	42	30	35	32	28	15	0,02
Biens de consommation non alimentaires	14	43	35	32	49	30	15	19	17	10	0,02
Total exportations	46 001	54 613	60 163	79 298	45 194	57 053	73 489	71 866	64 974	62 956	100

Source: CNIS (Centre National sur l'Information Statistique des douanes)

Étant donnée l'importance du revenu de l'Algérie, le secteur de l'industrie manufacturière devrait occuper une place importante dans l'activité économique car plus l'industrie manufacturière augmente plus l'industrie manufacturière augmente également et l'inverse est vraie.

Comme le montre la figure ci-dessous le RNB n'a pas cessé d'augmenter ces dernières années alors que la production manufacturière a stagné et demeure insignifiante devant la production des hydrocarbures.

Figure n°3 : Évolution du RNB en millions de dollars US .



Source : <http://unctadstat.unctad.org/>

D'ailleurs au milieu du siècle dernier, en Chine, en Indonésie, en République de Corée, en Malaisie et en Thaïlande par exemple, l'agriculture représentait au moins 40 % du PIB, et l'industrie manufacturière 14 % tout au plus ; cinquante-cinq ans plus tard, l'agriculture ne représentait plus que 3 % à 13 % du PIB et l'industrie manufacturière plus de 25 % – une transformation colossale³

En d'autres termes, le développement économique s'accompagne d'un quasi triplement de la part de l'industrie manufacturière, essentiellement au détriment du secteur primaire.

2 . Orientations de la politique industrielle en cours

La politique industrielle d'aujourd'hui est révisée par les autorités étatiques concernées pour une meilleure orientation vers l'indépendance envers les hydrocarbures. Elle est comprise désormais entre deux stratégies industrielles : la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) et la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations (IPE).

La politique industrielle actuelle est réorienté vers la relance de l'industrie inversement à la période de désindustrialisation qui a prévalu au milieu des années 80 juste après les ambitieux projets d'industrialisation qui ont échoué dans les années 70 en raison des chocs pétroliers et de la crise de la dette. Ainsi les entreprises publiques et les PME sont mises en avant comme moteur de la diversification industrielle et de création d'emploi.

³ Rapport sur le développement industriel 2013, « soutenir la croissance de l'emploi : le rôle du secteur manufacturier et du changement structurel, un tour d'horizon », ONUDI n° 442, p 36.

A coté de cela la promotion des exportations s'inscrit également dans la nouvelle politique industrielle, d'autant plus que l'Algérie c'est engagée ces dernières années dans des projets d'intégration à l'économie mondiale notamment, les accords régionaux tels que les accords d'association avec l'Union Européenne et des accords multilatéraux qui vont aboutir a une accession imminente à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Ainsi la nouvelle politique industrielle de l'Algérie s'appuie sur plusieurs axes jugés importants et nécessaires quant à leurs contribution à la réalisation d'objectif de croissance et développement économique durable basée sur une diversification économique.

● **Identification des secteurs à promouvoir :**

Dans sa nouvelle politique industrielle, l'État s'est fixé comme objectif la sélection des secteurs qui vont permettre de relancer l'industrie algérienne de part sa productivité et compétitivité. Ainsi le choix des secteurs est basé sur trois critères : les avantages comparatifs, la densification du tissu industrielle et les nouvelles industries.

- L'exploitation des avantages comparatifs : Les secteurs prioritaires retenus seront ceux qui exploitent les avantages comparatifs de l'Algérie à savoir la pétrochimie, les fibres synthétiques, les fertilisants, la sidérurgie (acier), la métallurgie non ferreuse (aluminium) et les matériaux de construction (liants hydrauliques).

- La densification du tissu industriel : Il s'agit d'encourager les industries qui contribuent à l'intégration d'activités actuellement situées aux dernières étapes de la chaîne de production. Les industries susceptibles de favoriser cette remontée des filières sont celles généralement liées à l'assemblage et au conditionnement : industries électriques et électroniques, industries pharmaceutiques et vétérinaires, industries agroalimentaires, industries des biens d'équipement.⁴

- Promotion de nouvelles industries : Les nouvelles industries ou celles qui n'existent pas encore seront ciblées par la nouvelle stratégie industrielle, en tant que secteurs à promouvoir, tel que les industries liées aux TIC et à l'automobile.

● **Soutien aux PEM**

La nouvelle politique industrielle prévoit le soutien et l'encouragement des PME à pénétrer les marchés nationaux et internationaux. D'ailleurs l'agence nationale de développement de la PME (ANDPME) a mis en œuvre un vaste programme de mise à niveau pour améliorer la compétitivité des PME/TPE. Plus de 386 Milliards de DA sont mobilisés pour mettre à niveau (matériel et immatériel) 20.000 PME sur la période 2010-2014. Les filières d'activités

⁴ <http://www.mdipi.gov.dz/?La-relance-de-la-production> consulté le 12/05/2015 à 11 :51

ciblées: l'industrie; le BTPH; la pêche, le tourisme hôtellerie; les services; les transports; les services TIC.⁵

● **Renforcement des entreprises publiques**

Le ministre de l'industrie M.Rahmani a annoncé dans les médias que la nouvelle politique industrielle sera consacrée au renforcement des entreprises publiques, pour créer des groupes industriels qui puissent être concurrentiel sur le plan national et international.⁶

Le renforcement des entreprises étatiques est prévue par leurs mises à niveau afin de se moderniser et être productive et compétitive.

● **Innovation**

L'innovation et la production des idées sont aujourd'hui le moteur du développement. Un système d'innovation endogène doit nourrir le développement du secteur industriel algérien. Or ce processus, qui ne pourra pas être assuré par la seule dynamique du marché, nécessite l'intervention des pouvoirs publics. Un système national d'innovation (SNI) sera élaboré et mis en place pour soutenir une politique de promotion et de développement du progrès technique.

● **Amélioration de la qualification humaine**

Le développement des ressources humaines et des qualifications est une des orientations fortes de la stratégie industrielle. Celle-ci considère que le capital humain est non seulement un facteur de production au même titre que le capital physique mais qu'il est également un puissant facteur favorisant l'absorption des technologies et la modernisation industrielle.

● **La promotion des investissements directs étrangers**

La nouvelle politique industrielle intègre dans sa stratégie les IDE, considérée comme un facteur d'attractivité de savoir-faire international et de financement qui devront être focalisés sur des activités à haute intensité capitalistique.

La présence de multinationales sur notre sol, permettra l'accès à un marché des exportations plus large, ainsi que la motivation et l'amélioration de la productivité locale en raison de la mise en place de la compétitivité émanant des firmes étrangères.

3. Conditions Requises pour la Promotion Industrielle

Avant de promouvoir l'industrie algérienne il est nécessaire de créer un environnement économique favorable aux entreprises qu'elles soient étatiques ou privées, pour leur développement. Ainsi deux conditions sont indispensables pour la promotion industrielle :

⁵ Rapport sur la politique de la promotion des PME en Algérie, ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion des investissements, mars 2012.

⁶ <http://www.liberte-algerie.com/actualite/rahmani-annonce-une-nouvelle-politique-industrielle-191646> consulté le 05 mai 2015 à 13 :03

La nécessité d'une diversification industrielle

- Le développement de Secteur Privé ;
- La réforme des Entreprises Publiques.

Il est à noter que ces deux conditions sont interdépendantes.

a- Développement du Secteur Privé :

Pour l'atteinte d'une telle condition et dans le but d'un développement optimal du secteur privé, l'émergence d'un nombre important d'entreprises privées est de rigueur afin d'améliorer l'environnement des affaires. Car comme l'histoire l'a prouvé, dans une économie de marché les entreprises privées sont plus efficaces dans l'utilisation et l'organisation des connaissances pour trouver des produits ou des affaires rentables.⁷

L'Etat doit donc soutenir la création et le développement des entreprises privées par l'allègement des charges, la diminution des contraintes administratives et l'accès au capital à des coûts non prohibitifs. Ces économies qui ont favorisés les entreprises privées ont connu une croissance rapide et ont une structure économique bien diversifiée.⁸

L'expansion du rôle du secteur privé national dans le processus de développement doit également bénéficier de la stabilité politique et économique ainsi que de la disponibilité d'importantes ressources naturelles, de la qualification du capital humain et de la technologie et innovation. Dans ce contexte l'État doit soutenir financièrement et lancer des projets de formation de compétences d'excellences recensés par l'industrie.

L'expérience coréenne montre que les entreprises privées peuvent être un outil efficace pour la promotion industrielle, si elles sont bien guidées avec les incitations adéquates et une discipline concurrentielle.⁹

La concurrence sur la scène nationale, qui est un facteur de motivation, voir un facteur conditionnel de recherche de gain et d'innovation, rendra les entreprises plus performantes, de part leur mode de gestion, techniques de productions, acquisition du savoir et connaissances etc.

Dans une économie de marché, la concurrence étrangère peut engendrer des plus values pour l'économie. Elle permet de motiver le secteur productif en se spécialisant dans la production des biens qui incorpore l'avantage comparatif, ce qui entrainera la réalisation d'économies d'échelles et donc une meilleure productivité. Ainsi l'ouverture à la concurrence permet de rationaliser la production et d'augmenter au final la productivité.¹⁰

7 Mise en place de la vision nationale de l'Algérie 2030, Korea Development Institute (KDI), 2013, p 164.

8 Abdelmadjid Bouzid, Économie Algérienne, éclairage, édition 2011, p 194

9 Mise en place de la vision nationale de l'Algérie 2030, Korea Development Institute (KDI), Op.cit, p 163

10 Krugman, P et Obstfeld, M, Économie internationale. Nouveaux Horizons, 8ème éditions, 2009, p. 213.

La concurrence se développe beaucoup plus dans le marché de l'exportation. Les marchés d'exportation sont une source de concurrence qui stimule fortement l'efficacité et la modernisation.¹¹ La croissance tirée par les exportations incitera donc les entreprises privées exportatrices d'être toujours en quête d'avantages comparatifs qui affecteront le produit en termes de coût (faible coût) et qualité (meilleure qualité). Les exigences des d'exportations pousseront cependant les exportateurs de produire des biens très compétitifs afin de satisfaire les consommateurs internationaux, dont la pulsion d'achat n'est pas limitée par le coût mais par la qualité.

La nouvelle stratégie industrielle prévoit d'encourager les entreprises privées dans de nouvelles activités à forte intensité technologique, ce qui nécessitera une main d'œuvre qualifiée. A cet effet l'État doit continuer à améliorer le niveau d'éducation et de qualification de la main d'œuvre.

Un meilleur niveau de qualification de la main d'œuvre grâce à l'amélioration du niveau d'éducation, lui permet d'absorber les technologies et connaissances transférés par les multinationales. Ainsi l'amélioration du système éducatif à s'améliorer permettra à la main d'œuvre locale de s'appropriier les innovations venues de l'étranger.¹²

Une autre mesure d'accompagnement de l'encouragement des entreprises privées, est l'amélioration et la modernisation du cadre juridique et réglementaire.

b - Réforme des Entreprises Publiques :

Le maintien et la persévérance dans la mise en œuvre des réformes s'avère plus que nécessaire au redressement des entreprises publiques. Ainsi pour la promotion de l'industrie l'état doit tenir compte de trois principaux facteurs nécessaires au redressement des entreprises publiques à savoir : les réformes organisationnelles, une concurrence accrue et des réformes politiques et administratives :

- Des réformes organisationnelles :

Une révision organisationnelle doit être appliquée pour une entreprise publique en bonne santé. Elle porte cependant sur plusieurs points à savoir :

- La révision des objectifs de l'entreprise publique : Il est en quelque sorte nocif pour l'entreprise d'avoir plusieurs objectifs à la fois (tel que l'objectif de création d'emploi, d'aide en faveur des minorités, de fourniture de services de base etc.) surtout si les relations entre eux ne sont pas claires. Ainsi pour assurer une performance l'entreprise publique devra définir des objectifs claires et garder les plus pertinentes et prioritaires.

11 Stiglitz, J.E. Walsh C.E. et Lafay, J.D., principes d'économie moderne, 3^{ème} édition, De Boek, 2010, p. 75.

12 Blancheton B., La mondialisation, principes, histoire et perspectives, Pages Bleues, Septembre 2009.p. 25

La nécessité d'une diversification industrielle

- L'amélioration de la qualité de l'information : Pour y remédier aux éventuels problèmes que peut rencontrer l'entreprise publique, il faudra améliorer la qualité de l'information concernant la performance et ce à travers d'un organisme de surveillance compétant.

- Amélioration du système des primes : Pour impliquer le personnel de l'entreprise (gestionnaires et employés) dans l'intérêt générale de l'entreprise et pour les valoriser, il faudra mettre en place un système d'incitation efficace.

Surveillance par un organisme compétant : il est important de chargé un organisme de surveillance des entreprises qui soit compétant afin de faire éviter aux entreprises de tomber dans des excès ou de défaillances qui peuvent nuire à l'économie nationale.

- La réduction du nombre d'entreprises : ce facteur permet de faciliter et améliorer la mission de surveillance des entreprises publiques. Ainsi la réduction du nombre d'entreprises peut se faire à travers les liquidations, les fusions ou privatisations des entreprises non importantes (non stratégiques), ce qui permettra d'améliorer la performance des entreprises importantes (stratégiques).

● Une concurrence accrue

Les entreprises publiques sont souvent cotonnées dans des marchés monopolistiques. Cependant une concurrence accrue est très souvent un facteur déterminant de la performance de l'entreprise publique en termes de productivité et compétitivité. La concurrence peut être stimulée par des entreprises privées ou des entreprises publiques nouvellement créées.

En effet, dans de nombreux pays, les entreprises publiques se livrent à une concurrence féroce vis-à-vis des sociétés du secteur privé dans les activités qui ne sont pas des monopoles naturels. Par exemple, en France, Renault, entreprise de l'Etat jusqu'en 1996, a du faire face à la concurrence directe de Peugeot, entreprise privée, aussi bien que celle des fabricants étrangers. Même lorsqu'elles étaient des monopoles virtuels sur leurs marchés intérieurs en raison de la protection et des subventions commerciales, les entreprises publiques telles qu'EMBRAER et POSCO ont été obligés d'exporter leurs produits et ont dû donc concurrencer les autres à l'échelon international. Même les entreprises publiques dans des monopoles naturels peuvent être stimulées au niveau de la concurrence parce que tous les produits et services sont au moins partiellement remplaçables. Par exemple, pendant les années 80, le système ferroviaire britannique a dû faire face à la concurrence partielle plutôt intense de la part des compagnies d'autobus privées dans certains segments du marché.¹³

¹³ Ha- Joon Chang « La réformes de entreprises publiques », Notes d'orientation, UN DESA, New York 2007,p30.

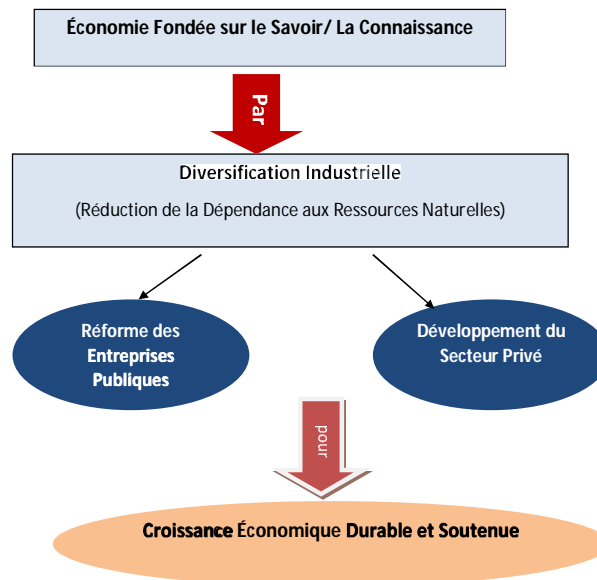
Les réformes politiques et administratives

Souvent pour palier aux problèmes socio-économiques, tel que le chômage, l'état utilise les entreprises publiques comme « cache misère ». Elles sont autorisées d'employer des travailleurs non qualifiés, voir inutile. De la sorte les performances de l'entreprise sont automatiquement réduites. A cet effet des réformes politiques, tel qu'un programme de travaux publics ou un système d'assurance chômage, sont nécessaires pour éviter ce genre de problèmes.

Une bureaucratie économique de haute qualité est nécessaire à la réussite d'une politique économique, y compris la gestion des entreprises publiques et la gestion de la redevance des ressources naturelles. En effet, une bonne réglementation nécessite une bonne bureaucratie économique. La mise en place d'une bonne bureaucratie économique nécessite du temps. Par exemple, la bureaucratie coréenne était d'une qualité si médiocre que, jusqu'à la fin des années 60, les bureaucrates coréens se rendaient au Pakistan et aux Philippines pour recevoir une formation supplémentaire! Cependant, grâce aux réformes administratives constantes ainsi qu'aux investissements constants dans la formation administrative, dès le début des années 80 la République de Corée est considérée comme étant l'une des meilleures administrations dans les pays en développement.¹⁴

Pour une meilleure assimilation du processus de diversification industrielle et afin de synthétiser les points soulignés dans notre présente étude, le schéma suivant est présenté :

Figure n° 4 : Étapes de la Diversification Économique



14 Op.cit, p 33.

Conclusion

Dans le cadre de notre étude, nos réflexions autour de la mise en œuvre d'une politique de diversification industrielle nous ont emmené à émettre quelques suggestions, ainsi nous proposons ce qui suit :

1- La conception d'une stratégie globale, intégrant des stratégies sectorielles, dont une Stratégie Industrielle qui s'intègre dans un schéma global cohérent correspondant à une vision stratégique.

Le schéma suivant, nous permet de mieux appréhender cette vision :

Toutefois, pour une meilleure intégration de la Stratégie Industrielle dans la Stratégie Globale du Gouvernement, et de dans le but de développer une vision stratégique permettant d'aboutir à une diversification industrielle, nous recommandons la mise en place d'un cadre de concertation, regroupant les différents secteurs concernés. Nous préconisons à cet effet, la participation active des différents Ministères, notamment le Ministère de l'Industrie et des Mines.

En effet, une étroite collaboration, dans un cadre de concertation, d'échange et de dialogue, des différentes administrations centrales (Ministère) sera nécessaire pour l'intégration de la Stratégie Industrielle à la Stratégie Globale de manière efficace.

2- Les pouvoirs Publics positionnent la ré-industrialisation comme la priorité du pays pour diversifier notre économie et sortir de la fatalité des hydrocarbures. Une telle démarche nécessite une injection des ressources allouées à cet effet, de manière stratégique. Ainsi, nous recommandons **une répartition des ressources en fonction l'efficacité et de la productivité** de l'entreprise, contrairement aux pratiques anciennes qui privilégiaient le secteur public.

3- L'un des axes majeurs du processus de Diversification est **la mise en place d'une Industrie du Savoir**. En effet, une ré-industrialisation, dans le contexte compétitif présent, ne peut réussir que si elle s'appuie sur une Industrie du Savoir performante¹⁵ pour se doter d'indicateurs qui lui permettent d'engager efficacement les batailles de la Mondialisation.

Dans ce sens, il serait intéressant de mettre en place :

- Des institutions publiques et privées de recyclage.
- Des Centres d'Intelligence Économique ;
- Des simulateurs ;
- Des sociétés spécialisées en exportation ;
- Des entreprises de conseil en stratégie, marketing, redressement, qualité, etc.

¹⁵ « Ces Industries du Savoir qui nous Manquent », Abdehak LAMIRI, El Watan. Le 21/07//2014.

La nécessité d'une diversification industrielle

Le processus de diversification de l'économie adossé à une ré-industrialisation peut réussir ou déraiser, dépendant du mode de management du programme. En effet, **le management** étant considéré comme une « Technologie Soft » nécessaire au développement d'un pays, nous préconisons à cet effet **une introduction de pratiques managériales saines et suffisamment efficaces**¹⁶ au rang des standards internationaux au cœur des entreprises pour créer une croissance intensive.

L'incitation à la concurrence sur les marchés stratégiques représente un facteur clé de la diversification. Dans l'optique d'inciter et de conduire à une concurrence loyale dans un cadre non discriminatoire, nous préconisons l'application de « **La Théorie des Facilités Essentielles** »¹⁷, issue du droit à la concurrence dans le but de libéraliser le marché, qui consiste à contraindre un opérateur économique se trouvant en situation de monopole naturel à accorder l'accès dans des conditions raisonnables et non discriminatoires.

16 « La Ré-industrialisation du Pays : Les Trois Dangers qui nous Menacent », Abdelhak LAMIRI. El Watan. Le 02/06/2014.

17 Cette théorie issue du droit de la concurrence américain permet d'obliger l'opérateur d'une installation essentielle à ouvrir l'accès à celle-ci en le mettant sur le marché.

Bibliographie:

Ouvrages et articles :

Krugman, P et Obstfeld, M, Économie internationale. Nouveaux Horizons, 8ème éditions, 2009.

Stiglitz, J.E.Walsh C.E. et Lafay, J.D., principes d'économie moderne, 3ème édition, De Boek, 2010.

Abdelmadjid Bouzid, Économie Algérienne, éclairage, édition 2011.

Blancheton B., La mondialisation, principes, histoire et perspectives, Pages Bleues, Septembre 2009.

Carrère, C., Cadot, O., Strauss-Kahn, V., "Export Diversification: What's Behind the Hump?," CEPR Discussion Paper No. DP6590, 2008.

Périodiques :

« Ces Industries du Savoir qui nous Manquent », Abdehak LAMIRI, El Watan. Le 21/07//2014.

« La Ré-industrialisation du Pays : Les Trois Dangers qui nous Menacent », Abdelhak LAMIRI. El Watan. Le 02/06/2014.

Rapports :

Mise en place de la vision nationale de l'Algérie 2030, Korea Development Institute (KDI), 2013.

Rapport sur la politique de la promotion des PME en Algérie , ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion des investissements, mars 2012.

Rapport sur le développement industriel 2013, « soutenir la croissance de l'emploi : le rôle du secteur manufacturier et du changement structurel, un tour d'horizon », ONUDI n° 442.

Notes et bulletins :

OPEP Bulletin. OPEC : 6th International seminar. « Petroleum : An engine for global developpement » 3-4 June 2015, Hofburg palace, vienna, austria.

Joon Chang « La réformes de entreprises publiques », Notes d'orientation, UN DESA, New York 2007.

Webographie :

<http://www.mdipi.gov.dz/?La-relance-de-la-production>

<http://www.liberte-algerie.com/actualite/rahmani-annonce-une-nouvelle-politique-industrielle-191646> consulté le 05 mai 2015 à 13 :03

<http://www.douane.gov.dz/> consulté le 09/05/2015 à 21 :02

<http://www.ons.dz>

<http://unctadstat.unctad.org/>